



# Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

HSM | Novembre 2021

Analyse frontalière

Niger-Burkina Faso

## Contexte général & méthodologie

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi bimestriel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière<sup>1</sup>. Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution. Un engagement renouvelé des conflits dans la zone frontalière entre Niger et Burkina Faso depuis 2018 a permis aux groupes armés non étatiques (GANEs) d'élargir leur champ d'action, et gagner des ressources importantes pour affirmer leur influence dans la zone<sup>2</sup>. Le contexte sécuritaire actuel a fortement fragilisé les populations locales et a provoqué des mouvements de populations importants dans les régions frontalières nigériennes et burkinabés (pour le mois de novembre 2021 la région de Tillabéri accueillait 99,873 PDI<sup>3</sup>, alors que dans la région Est et Sahel du Burkina Faso étaient enregistré respectivement 148,191 et Sahel 510,279 PDI<sup>4</sup>).

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans l'ensemble de la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Afin de faciliter l'analyse les départements d'intérêt (admin 2) pour la recherche sont regroupés en quatre zones. Au Niger, les départements appartiennent à la région de Tillabéri et sont regroupés en deux zones à savoir : Bankilaré, Téra et Gotheye (zone N1), et Say et Torodi (N2). Au Burkina Faso, les départements sont également regroupés en deux zones : Oudalan, Seno et Yagha de la région de Sahel (zone BF1) et Komandjari, Tapoa et Gourma de la région d'Est (zone BF2). Ces aires géographiques représentent des espaces migratoires transnationaux aux multiples points de passages formels et informels. Au total, 483 informateurs clés (IC) ont été consultés et 346 localités ont été évaluées dans les deux pays<sup>5</sup>. Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en «% de localités». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5 % des localités de l'unité administrative 2 (département) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 8 et le 22 novembre 2021. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

## Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :

L'arrivée de réfugiés au cours des 30 derniers jours

L'arrivée de populations déplacées internes (PDI) au cours des 30 derniers jours

Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population

Une perturbation des moyens de subsistance habituels

Des contraintes d'accès à distance de marche<sup>6</sup> aux services de santé

Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population

Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI<sup>7</sup>

Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche<sup>6</sup>

Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population

Des contraintes d'accès à des informations quant à l'aide humanitaire

NIGER

BURKINA FASO

N1

N2

BF1

BF2

0%

0%

6%

0%

0%

0%

8%

9%

72%

24%

31%

29%

48%

22%

31%

34%

3%

0%

14%

9%

63%

26%

51%

41%

100%

67%

40%

70%

39%

13%

68%

81%

58%

37%

78%

60%

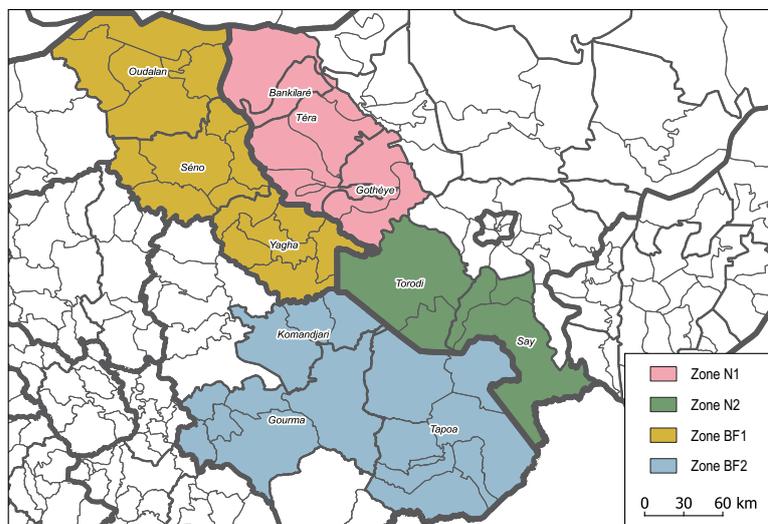
71%

87%

70%

58%

## Départements enquêtés par zone



Au cours de novembre 2021, aucun mouvement important de population n'a été enregistré dans les zones nigériennes (N1 et N2). Dans les deux zones du Burkina Faso (BF1 et BF2), l'arrivée de PDI au cours des 30 derniers jours a été mentionnée dans 9% des localités évaluées. Toutefois, des disparités existent entre départements d'une même zone. Par exemple pour la zone B2, selon les IC, les localités évaluées dans le département de Tapoa n'auraient accueilli aucun PDI dans le mois précédant la collecte de données, tandis que le département de Gourma présente le % le plus élevé de localités ayant récemment accueilli des PDI (23%) des quatre zones enquêtées. Au Burkina Faso, les IC ont indiqué la présence de PDI et de retournés dans respectivement 65% et 9% des localités évaluées. Aucune présence de réfugiés n'a été rapportée par les IC dans les localités évaluées. Dans la zone BF2, la présence de PDI a été rapportée dans 84% des localités évaluées, le département de Yagha (BF2) présentant également la plus forte proportion de localités (48%) accueillant des retournés. Dans les zones du Niger (N1 et N2), la présence de PDI a été rapportée dans seulement 4% des localités évaluées, le département de Torodi (N2) étant le département avec la proportion la plus élevée (12%) suivi par Téra (5%) et Gotheye (3%) en zone N1. Aucun retourné n'a été enregistré officiellement dans les zones nigériennes car aucune politique de retour n'a été mise en place dans la région de Tillabéri. Dans les localités où les IC ont rapporté la présence de PDI, la cause principale du déplacement depuis le lieu d'origine était la violence perpétrée par les GANEs (violences physiques dont agressions sexuelles, violences psychologiques et vols) dans 100% des localités évaluées de la zone BF1 et 71% des zones du Niger (N1 et N2 réunies).

1. REACH. Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, janvier 2020.

2. ACLED, Sahel 2021: Communal Wars, Broken Ceasefires, and Shifting Frontlines, juin 2021

3. UNHCR, Niger Population of Concern, novembre 2021

4. UNHCR, Tableau de bord générale sur l'enregistrement des PDI au Burkina Faso, novembre 2021

5. Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés en présentiel.

6. La définition de « distance de marche » est laissée à la discrétion des IC.

7. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.



# Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

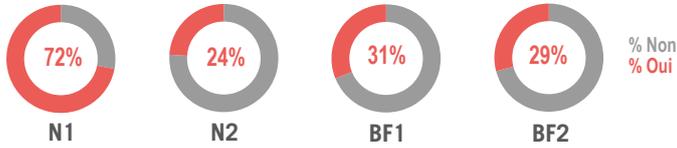
HSM | Novembre 2021

Analyse frontalière

Niger-Burkina Faso

## Sécurité alimentaire

% de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population au cours des 30 derniers jours :



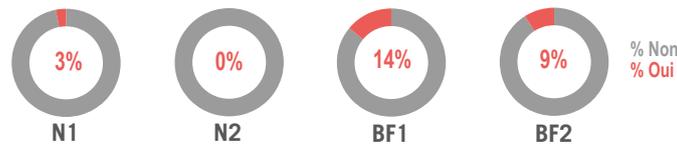
% de localités évaluées où les IC ont rapporté l'absence de marchés fonctionnels à une distance de marche au cours des 30 derniers jours :



L'insécurité alimentaire est un des problèmes majeurs dans l'ensemble des zones évaluées, particulièrement dans la zone N1 au Niger où les IC de 72% des localités évaluées ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 jours précédant la collecte. Sur cet indicateur, les trois départements de la zone N1 présentent la situation la plus critique (Bankilaré (83%), Téra (75%) et Gothèye (61%)). Dans les trois autres zones (BF1, BF2 et N2), ce pourcentage oscillait entre 24% et 31% selon la zone. Au Burkina Faso, le département d'Oudalan, frontalier avec celui de Tera au Niger, était celui avec le % le plus élevé des deux zones évaluées dans le pays (48%). Selon les IC, les deux principaux facteurs contribuant au manque d'accès à la nourriture dans les territoires frontaliers du Niger et du Burkina Faso sont la sécheresse (dans 76% des localités des deux zones du Niger réunies), et le manque d'accès aux terres et aux cours d'eau en raison de l'insécurité (dans 80% des localités des deux zones du Burkina Faso réunies).

## Santé & nutrition

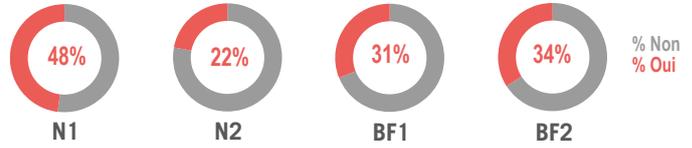
% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours<sup>8,9</sup> :



D'après les IC, presque 100% des localités évaluées dans les zones du Niger (N1 et N2), et 89% dans les zones du Burkina Faso (BF1 et BF2) avaient accès à un service de santé fonctionnel à distance de marche au cours du dernier mois. En outre, si la majorité des localités évaluées semblent avoir des services de santé fonctionnels à proximité, la situation est différente concernant les dispositifs d'urgence pour la prise en charge des cas critiques. En effet, les IC de 61% des localités évaluées dans la zone BF1 et 48% dans la zone BF2 ont rapporté l'absence d'un dispositif d'urgence dans leur localité. Dans les zones du Niger (N1 et N2), en dehors de Gothèye (55%), aucun département ne dépassait 40% de localités évaluées sans dispositif d'urgence. En ce qui concerne le principal problème de santé rencontré au sein de la population pour le mois de novembre 2021, les IC des localités évaluées ont indiqué qu'il s'agissait principalement du paludisme (BF2 82%, BF1 79%, N1 78%, N2 61%), et de la pneumonie (N2 30%, N1 et BF1 13%, BF2 9%). Bien qu'une épidémie de choléra au Niger a été déclarée en Aout 2021, celle-ci semble s'être éteinte en Novembre 2021 au Niger et ne s'est pas répandue au Burkina<sup>10,11</sup>.

## Moyens de subsistance

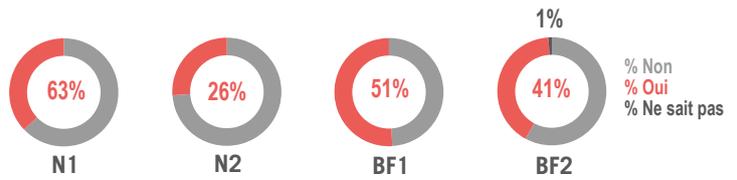
% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 derniers jours :



La zone N1 présente la part la plus élevée de localités évaluées (48%) où la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 jours précédant la collecte (34% pour BF1, 31% pour BF2 et 22% pour N2). Le département d'Oudalan (BF1) présentait le pourcentage le plus élevé (61%). Selon les IC, dans les deux zones du Burkina Faso réunies, le principal obstacle à l'accès aux moyens de subsistance était l'insécurité (90% des localités évaluées). Dans les deux zones du Niger, au-delà de l'insécurité (37% des localités évaluées), le manque d'argent (32%) et les problèmes de transport (11%) constituaient les principaux obstacles entravant l'accès aux activités de subsistance.

## Eau, hygiène, assainissement (EHA)

% de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages au cours des 30 derniers jours :



% de localités évaluées par principale méthode de lavage des mains de la majorité de la population au cours des 30 derniers jours :

	Savon	Cendre	Sable	Eau	Autre
N1	6%	0%	3%	86%	6%
N2	20%	0%	0%	78%	2%
BF1	31%	0%	0%	56%	10%
BF2	15%	3%	0%	78%	7%

Selon les IC de 63% des localités évaluées dans la zone N1 et 51% dans la zone BF1, la majorité de la population n'avait pas accès à des quantités suffisantes d'eau pour couvrir les besoins du ménage. Cette proportion dépassait 80% des localités évaluées dans le département de Bankilaré (N1) et 70% dans le département d'Oudalan (BF1) au cours de 30 jours précédant l'enquête. Selon les IC, le type de source d'eau majoritairement utilisé par la population dans les zones du Burkina Faso était le forage avec pompe à motricité humaine (PMH) (84% des localités évaluées). Dans la zone N1, les sources d'eau non améliorées tels que les puits non protégés (11% des localités évaluées), les eaux de surface (5%) et les puisards (4%) représentaient la source d'eau principale pour la majorité de la population de près de 20% des localités évaluées. Le manque d'infrastructures d'assainissement est important. Selon les IC, la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre dans 69% des localités évaluées (pour les quatre zones agrégées). Toutefois, de fortes disparités entre les zones sont perceptibles. Selon les IC, dans la zone BF1, la majorité de la population de 50% des localités évaluées utilisait des latrines (privées ou partagées), tandis que ce pourcentage n'était que de 15% pour les deux zones du Niger (N1 et N2). Des liens de corrélation peuvent exister entre présence généralisée de PDI et accès à des latrines partagées. Cela expliquerait les différences importantes décelées entre la zone BF1 et les zones du Niger sur cet indicateur. Les IC ont rapporté que dans 83% des localités évaluées dans les zones du Niger (N1 86%, N2 78%) et 69% dans les zones du Burkina Faso (BF1 56% et BF2 78%), la majorité de la population se lavait les mains uniquement avec de l'eau.

8. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels.

9. La définition de « services de santé fonctionnels » est laissée à la discrétion des IC.

10. REACH, Factsheet Regional Est Burkina Faso, Sep 2021

11. UNICEF, Niger Humanitarian Situation Report No.4, Jan-Dec 2021.



# Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

HSM | Novembre 2021

Analyse frontalière

Niger-Burkina Faso

## Abri & Articles non alimentaires

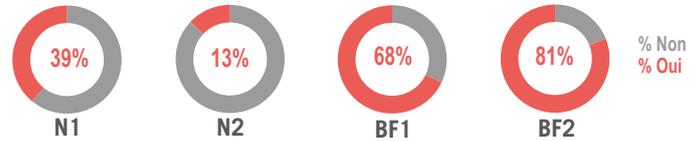
% de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates de logement au cours des 30 derniers jours<sup>12</sup> :



Pour les localités où la présence de PDI est attesté, dans 70% des localités évaluées de la zone BF2 et dans 40% des localités dans la zone BF1, les IC ont indiqué que majorité des PDI vivait dans des conditions précaires et inadéquates<sup>13</sup>. Pour les PDI ne vivant pas dans des conditions adéquates, le manque d'espace fermé qui garantit l'intimité a été cité comme principal facteur des conditions de vie inappropriées (pour 70% des localités évaluées dans les zones BF1 et BF2 réunis et pour trois localités sur quatre dans les départements de Gothèye et de Téra (N1)<sup>14</sup>. En termes d'habitat, selon les IC de la zone BF2, la majorité de la population déplacée interne de 30% des localités vivait dans des cases traditionnelles, et dans 23% des localités, le type d'habitat principal était le logement en dur<sup>15</sup>. Dans le département de Gourma (BF2), les IC ont rapporté que l'habitat en paille était le principal type d'abri utilisé dans 15% des localités évaluées. Dans la zone BF1, le principal type d'abri pour les PDI était le logement en dur (dans 43% des localités), l'abri d'urgence distribué par des organisation humanitaires (dans 15% des localités), l'abri de transition (structure et bâche) (dans 15% des localités) et l'abri de fortune construit à partir de matériaux locaux pour pallier le manque d'abris (dans 6% des localités).

## Éducation

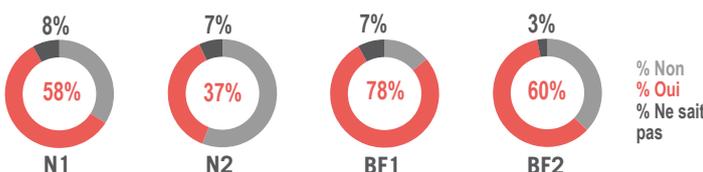
Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours<sup>5,11</sup> :



D'après les IC, l'accès au système éducatif est restreint, particulièrement au Burkina Faso (BF1 et BF2). Dans 30% des localités évaluées dans les zones du Niger (N1 39%, N2 13%), les IC ont rapporté que la majorité de la population en âge d'être scolarisée n'avait pas accès à des services d'éducation formels et fonctionnels à distance de marche. Au Burkina Faso, ce pourcentage grimpe à 76% des localités évaluées (BF1 68%, BF2 81%). Selon les IC, dans les départements de Tapoa (96%) et Komandjari (95%) en zone BF2 et Yagha (92%) en zone BF1, la quasi-totalité des localités évaluées ne disposaient pas de services éducatifs fonctionnels à distance de marche. Dans les localités où les services éducatifs n'étaient pas disponibles dans la zone BF1, la principale raison avancée par les IC était le départ des enseignants de la zone (dans 74% des localités évaluées), suivie par l'arrêt de travail des enseignants (19%). Dans la zone BF2, outre le manque de personnel éducatif (dans 44% des localités évaluées), les autres causes principales mentionnées étaient la fermeture des écoles sur décision gouvernementale (23%) et la destruction des infrastructures scolaires (9%). A la date du 31 octobre 2021, 2 877 établissements scolaires étaient fermés sur décision gouvernementale à cause de la présence active des GANes<sup>16</sup>. Selon les IC, la majorité de la population dans les zones du Burkina Faso et du Niger ne disposaient d'aucune stratégie d'adaptation au manque de services éducatifs formels dans 87% des localités évaluées.

## Protection

% de localités évaluées où la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours des 30 derniers jours :



Selon les IC, le sentiment d'insécurité est moins répandu dans la zone N2 que dans les autres zones. En effet, la majorité de la population se sentait en insécurité dans 37% des localités de la zone N2, contre 58% en zone N1, 60% en zone BF2 et 78% en zone BF1. Les départements de Komandjari (BF2), Yagha (BF1), Bankilare (N1) et Seno (BF1) sont les départements avec les pourcentages les plus élevés (respectivement 91%, 88%, 75% et 75%). Des incidents graves de protection (civils tués ou gravement blessés) au cours des 30 jours précédant la collecte ont été rapportés dans 17% des localités de la zone BF2, notamment dans les communes de Matiakoali - département de Gourma - et Kantchari - département de Tapoa. Les départements de Bankilaré au Niger (N1) et de Oudalan au Burkina Faso (BF1) présentent les pourcentages les plus critiques de toutes les zones évaluées (respectivement 25% et 22%). En effet, au cours du mois de novembre, les départements de Bankilaré et de Oudalan ont été victimes de nombreuses attaques perpétrées par des GANes<sup>16,17</sup>.

## Communication

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information sur l'aide humanitaire disponible



## Redevabilité

Principaux secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées par commune):

N1		N2			
1	SECAL <sup>19</sup>	82%	1	SECAL <sup>19</sup>	74%
2	EHA <sup>20</sup>	54%	2	EHA <sup>20</sup>	59%
3	Sante	38%	3	Sante	44%
BF1		BF2			
1	SECAL <sup>19</sup>	95%	1	SECAL <sup>19</sup>	77%
2	EHA <sup>20</sup>	66%	2	Protection	44%
3	Protection	28%	3	Moyens d'existence	35%

12. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population déplacée interne ne vivait pas dans des conditions adéquates.

13. La définition de «conditions de vie adéquates» est laissée à la discrétion des IC.

14. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de PDI dans la localité au cours des 30 derniers jours.

15. bois, brique, banco, planche ou béton

16. Cluster Protection, Niger: Rapport du monitoring de protection, Novembre 2021

17. LeFaso, Burkina / Oudalan : Une dizaine de personnes tuées et quatre autres enlevées - Novembre 2021

18. Ministère de l'éducation nationale, Rapport statistique mensuel de données d'Education en Situation d'Urgence du 31 octobre 2021

19. Sécurité Alimentaire

20. Eau, Hygiène et Assainissement